

Introduction

« Le Niçois est frondeur par caractère, il n'est réellement ni français ni italien, il est niçois. » Rapport du préfet des Alpes-Maritimes, 3 mars 1869¹.
« Nier l'italianité de Nice, c'est nier la lumière du soleil. » Giuseppe Garibaldi, 1871².
« Nice n'a jamais été, à aucun moment, italienne. » Gabriel Letainturier-Fradin, 1893³.

Comme le montrent ces citations, la nationalité du comté de Nice, telle qu'elle est perçue par les acteurs de l'époque, apparaît, au XIX^e siècle, problématique. Aujourd'hui encore, certains ouvrages mettent en exergue l'italianité de Nice⁴ tandis que d'autres, au contraire, la minimisent⁵ ou la passent sous silence et l'on peut voir dans l'effacement de la mémoire de Giuseppe Garibaldi, à Nice, un symptôme de l'« embarras français devant Garibaldi niçois⁶ ». À cette ambiguïté nationale s'ajoute un sentiment d'appartenance locale fortement affirmé par la plupart des acteurs politiques. Dans les années 1980 encore, Jacques Médecin a particulièrement exacerbé l'identité niçoise, suivi aujourd'hui par des personnalités indépendantistes⁷ et d'extrême-droite, mais aussi de gauche⁸. Nice, ville frontière et méditerranéenne, n'est pas la seule à conjuguer ainsi particularisme local et identité nationale ambiguë, mais ces caractéristiques sont ici particulièrement développées.

1. Arch. Nat., F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du préfet du 3 mars 1869.
2. Lettre de Garibaldi à Lavagna, rédacteur en chef du *Ravennate*, coupure de presse (*Paris Journal*), sd, Archives de la préfecture de police, B/A 1090. Cette lettre est également publiée par *Il Pensiero di Nizza* et *Le Phare du Littoral*, le 6 décembre 1871, dans une traduction sensiblement différente (« Nier que Nice soit italienne, c'est nier la lumière du soleil »).
3. LETAINURIER-FRADIN Gabriel, *Nice de France*, Paris, Flammarion, 1893, p. 199.
4. AMORETTI Giovanni, *La città fedele. Letteratura di lingua italiana a Nizza da Emanuele Filiberto a Vittorio Emanuele II*, Bordighera, Istituto internazionale di studi liguri, 1998, 156 p.
5. COMPAN André, *Histoire de Nice et de son Comté*, Nice, Serre, 1978 (1^{re} édition, Toulon, 1973).
6. AGULHON Maurice, « Le mythe de Garibaldi en France de 1882 à nos jours », in AGULHON Maurice, *Histoire vagabonde II. Idéologies et politique dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1988, p. 118. Cf. également GRÉVY Jérôme, « Les lieux français de la mémoire garibaldienne », in GRÉVY Jérôme, HEYRIÈS Hubert, MALTONI Carmela, *Garibaldi et Garibaldiens en France et en Espagne. Histoire d'une passion pour la démocratie*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2011, p. 209-224 et PAIRAULT Louis-Gilles, « Nice italienne, une mémoire occultée », in SERVAIS Paul, HIRAUX Françoise, MIRGUET Françoise (dir.), *Les maltraitances archivistiques. Falsifications, instrumentalisations, censures, divulgations*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2010, p. 163-179.
7. ROULLIER Alain, *Nice, demain l'indépendance*, Nice, France Europe éditions, 2003, 484 p.
8. MARTINETTI Joseph, « Un département bleu... Azur, entre conservatisme et localisme », *Hérodote*, 2004, n° 113, p. 68-93.

L'historien ne peut dès lors que s'interroger sur la genèse de ces spécificités et essayer de trouver dans le passé, à défaut de causes, des éléments de compréhension. Dans cette optique, l'étude de la vie politique de 1860 à 1879, ou plus exactement de l'intégration du comté de Nice à la France *par* la vie politique, apparaît comme un biais pertinent. L'activité politique, qu'il s'agisse des élections, des fêtes ou des différents événements, participe en effet de façon déterminante à l'intégration des territoires à l'État-nation au XIX^e siècle et la période 1860-1879 est un moment charnière pour le comté, entre l'annexion à la France et l'élection de Jules Grévy à la présidence de la République, qui marque la fin de l'incertitude pesant sur l'avenir politique de la France. La population quitte alors le royaume de Piémont-Sardaigne pour la nation française, s'intègre au Second Empire puis à la Troisième République. Les acteurs sociaux s'adaptent à de multiples changements, développent des discours et des stratégies inédites, apprennent de nouvelles pratiques et de nouvelles normes politiques.

Plusieurs travaux universitaires ont permis de mieux connaître la vie politique du comté de Nice dans la seconde moitié du XIX^e siècle mais, réalisés essentiellement dans les années 1960 et 1970, ils tendent à sous-estimer, à notre sens, l'autonomie des acteurs sociaux comme la dimension proprement politique des luttes électorales⁹, tandis que de nouvelles problématiques, développées depuis les années 1980, ont permis d'ouvrir des perspectives de recherches stimulantes. Les mécanismes de la construction des identités nationales et de leur diffusion au XIX^e siècle ont été ainsi analysés par de nombreux travaux¹⁰ et il est acquis aujourd'hui que la nation n'est pas une « essence », mais le résultat d'un processus social de construction identitaire¹¹ qui s'accompagne d'un certain nombre de mécanismes de clôture de l'identité nationale¹². Les phénomènes d'appropriation de l'identité nationale par le bas et par la marge ont été abordés et ont souligné le rôle actif des populations dans ce processus historiquement variable et non linéaire¹³. Alain Corbin a ainsi montré la nécessité d'étudier « la façon dont la politique nationale, les clivages qui la nourrissent, les débats qui la traversent sont réinterprétés et pliés au service des enjeux locaux », approche qui implique notamment « une attention nouvelle portée

9. CIAIS Raymond, *Le mouvement séparatiste dans le comté de Nice après l'annexion de 1860*, DES en histoire, Aix-en-Provence, 1950; IMBERT Léo, « Au lendemain de l'annexion : la France et le particularisme niçois », *Nice historique*, 1961, n° 3, p. 82-107; GONNET Paul, « Clientèles et patronages politiques à Nice (1870-1914) », *Cahiers d'histoire*, 1968, t. XIII, p. 99-114; GONNET Paul, « Particularisme et patronage politique dans le comté de Nice depuis 1870 », in GRAS Christian, LIVET Georges (dir.), *Régions et régionalisme en France, du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1977, p. 283-284; BASSO Jacques, *Les élections législatives dans le département des Alpes-Maritimes de 1860 à 1939. Éléments de sociologie électorale*, Paris, LGDJ, 1968, 397 p.; BASSO Jacques, « La tradition politique localiste dans les Alpes-Maritimes (1860-1968) », *Recherches régionales. Alpes-Maritimes et contrées limitrophes*, 1973, n° 1, p. 1-44.

10. HOBBSAWM Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992; GELLNER Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989; ANDERSON Benedict, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002, (1^{re} édition, Londres, 1983); WEBER Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983; THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales. Europe, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2001; CABANEL Patrick, *La question nationale au XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 1997; NOIRIEL Gérard, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001.

11. DÉLOYE Yves, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007, p. 55.

12. *Ibid.*, p 76.

13. SAHLINS Peter, *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris, Belin, 1996; MCPHEE Peter, *Les semailles de la République dans les Pyrénées-Orientales, 1846-1852. Classes sociales, culture et politique*, Perpignan, Publications de l'Olivier, 1995.

au pouvoir municipal, aux stratégies qu'il inspire, aux joutes qu'il engendre », et qui encourage à étudier, au-delà des résistances, la façon dont les populations s'adaptent aux changements politiques¹⁴. Depuis quelques années, nombre d'études ont, de fait, « déplacé le référentiel d'analyse de la "construction de la nation" en France, en soulignant l'importance des échanges idéologiques et culturels entre les strates nationales et locales¹⁵ ». Plusieurs historiens se sont enfin penchés sur la problématique des annexions et des changements de souveraineté¹⁶ et se sont intéressés aux processus d'intégration nationale¹⁷ pour souligner que, particulièrement dans les régions frontalières annexées, l'analyse politique doit intégrer plusieurs niveaux, aux interférences variables et complexes : local, régional, national et international¹⁸. Toutes ces études ont montré que la construction de la nation se fait à l'aide et à travers de multiples recompositions. Marina Avanza et Gilles Laferté, enfin, ont souligné à raison les limites du concept de « construction des identités », régionale ou nationale, et ont appelé à son dépassement au profit des notions d'identification (identification administrative, notamment, par l'État), d'images sociales (construites et diffusées, essentiellement, par les élites locales dans le cas du régionalisme) et d'appartenance (comment les identifiés ou représentés s'approprient, refusent ou acceptent ces identifications et ces images¹⁹).

La notion de « région » et la place des « petites patries » en France ont été également réévaluées et les rapports entre l'État et les provinces ont fait l'objet de nouvelles approches²⁰. Les travaux d'Anne-Marie Thiesse et Jean-François Chanet²¹, notamment, ont remis en cause l'idée d'une opposition frontale entre Paris et les provinces au cours du XIX^e siècle et ont montré que l'expression d'identités régionales était globalement acceptée par le régime républicain au cours de cette période. Pierre Rosanvallon, cependant, estime qu'il faut attendre la fin du XIX^e siècle pour que le lien de la République aux « petites patries » soit explicité et formulé dans un langage de l'unité nationale²², tandis que Patrick Cabanel et Jean-Yves La Naour ont rappelé l'existence

-
14. CORBIN Alain, « L'histoire de la violence dans les campagnes françaises au XIX^e siècle. Esquisse d'un bilan », *Ethnologie française*, 1991, n° 21, p. 224-236.
15. HAZAREESINGH Sudhir, *La Saint-Napoléon. Quand le 14 juillet se fêtait le 15 août*, Paris, Tallandier, 2007, p. 26.
16. LOVIE Jacques, *La Savoie dans la vie française de 1860 à 1875*, Paris, PUF, 1963, 632 p. ; ROTH François, *La Lorraine annexée. Étude sur la Présidence de Lorraine dans l'Empire allemand (1870-1918)*, Metz, éditions Serpenoise, 2011, 751 p. (première édition, 1981) ; TURREL Denise (dir.), *Villes rattachées, villes reconfigurées, XVI^e-XX^e siècles*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2003, 433 p.
17. PÉCOUT Gilles, « Politisation et intégration nationale en Italie : les campagnes toscanes des années 1860 », *Revue historique*, 2001, n° 617, p. 83-107 ; TANGUY Jean-François « La Bretagne entre conquête républicaine et intégration nationale, 1870-1914 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, tome 111, 2004, n° 4, p. 71-96.
18. ROTH François, *La Lorraine annexée, op. cit.*, p. 177.
19. AVANZA Martina, LAFERTÉ Gilles, « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, n° 61, 2005, p. 134-152.
20. BOURDIEU Pierre, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, vol. 35, n° 1, p. 63-72.
21. THIESSE Anne-Marie, *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, PUF, 1991 ; THIESSE Anne-Marie, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1997 ; CHANET Jean-François, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996. Cf. également AGULHON Maurice, « Conscience nationale et conscience régionale en France de 1815 à nos jours », in AGULHON Maurice, *Histoire vagabonde II. Idéologies et politique dans le France du XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1988, p. 144-174 ; GASNIER Thierry, « Le local. Une et divisible », in NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire*, 3, Paris, Gallimard, 1997, p. 3423-3477.
22. ROSANVALLON Pierre, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004, p. 37.

d'un réel « antiméridionalisme » dans la France de la seconde moitié du XIX^e siècle²³. Plusieurs travaux, enfin, ont mis en valeur le rôle des érudits locaux dans la fabrication des identités provinciales ou locales²⁴, mais les chercheurs se sont peu intéressés au rôle des discours politiques locaux dans cette construction.

Les nombreuses études consacrées au processus de politisation ont nuancé l'idée d'une descente univoque de la politique vers les masses, pour valoriser la créativité politique des habitants et leur faculté à s'approprier des pratiques venues de l'extérieur. On sait à présent que les électeurs ruraux disposaient de marges de manœuvre, d'accommodement, voire de stratégies de résistance face au pouvoir des notables²⁵. Le vote et les pratiques électorales ont fait l'objet d'études qui en ont souligné l'importance dans le processus de construction de la citoyenneté²⁶. L'analyse des débats politiques, des stratégies et des résultats électoraux ne peut certes permettre d'« élucider les attitudes individuelles de ceux qui n'ont jamais proclamé leur opinion, c'est-à-dire de l'ensemble de la population²⁷ », mais elle permet d'étudier les représentations des hommes politiques locaux et des agents de l'administration. De la même manière, les études consacrées aux fêtes²⁸ et aux monuments²⁹ ont permis de révéler certaines logiques sous-jacentes des pratiques et des représentations politiques. Toutes ces nouvelles perspectives de recherches ont rendu possible le réexamen de la question de la francisation du pays niçois.

23. CABANEL Patrick, VALLEZ Maryline, « La haine du Midi : l'antiméridionalisme dans la France de la Belle Époque », in *Les Suds. Construction et déconstruction d'un espace national*, Paris, CTHS, 2005, p. 87-97 ; LE NAOUR Jean-Yves, *Désunion nationale. La légende noire des soldats du Midi*, Paris, Vendémiaire, 2011.
24. BERTHO Catherine, « L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, vol. 35, n° 1, p. 45-62 ; GUILLET François, « Entre stratégie sociale et quête érudite : les notables normands et la fabrication de la Normandie au XIX^e siècle », *Le Mouvement Social*, 203, 2003, p. 89-111 ; PLOUX François, *Une mémoire de papier. Les historiens de village et le culte des petites patries rurales (1830-1930)*, Rennes, PUR, 2011.
25. PÉCOUT Gilles, « La politisation des paysans au XIX^e siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et sociétés rurales*, 1994, n° 2, p. 91-125 ; CORBIN Alain, « Recherche historique et imaginaire politique. À propos des campagnes françaises au XIX^e siècle », in *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne, Portugal*, Rome, École française de Rome, 2000 ; PÉCOUT Gilles, « Politisation et intégration nationale en Italie : les campagnes toscanes des années 1860 », *op. cit.* ; OFFERLÉ Michel, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIX^e-XX^e siècles (1) », *Genèses*, 2007, n° 67, p. 131-149 ; OFFERLÉ Michel, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIX^e-XX^e siècles (2) », *Genèses*, 2007, n° 68, p. 145-160. Pour M. Offerlé, dans cet article, « la politisation n'est pas réductible à la diffusion ou à l'ingestion de catégories universelles venues d'en haut, mais doit être référée à une série de malentendus par lesquels des individus dotés de représentations différentes et contradictoires s'approprient par des usages multiples (subversion, dérision, contournement, enrôlement) les cadres dans lesquels ils "doivent" opérer » (p. 157).
26. HUARD Raymond, *Le suffrage universel en France (1848-1946)*, Paris, Aubier, 1991 ; ROSANVALLON Pierre, *Le sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992 ; GUIJONNET Christine, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la Monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; IHL Olivier, *Le vote*, Paris, Montchrestien, 2000 ; GARRIGOU Alain, *Histoire sociale du suffrage universel en France, 1848-2000*, Paris, Seuil, 2002.
27. CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*, Paris, Flammarion, 1998, p. 248.
28. CORBIN Alain, GÉRÔME Noëlle, TARTAKOWSKY Danielle (dir.), *Les usages politiques des fêtes aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994 ; IHL Olivier, *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996 ; DALISSON Rémi, *Les Trois couleurs, Marianne et l'Empereur. Fêtes libérales et politiques symboliques en France, 1815-1870*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004 ; MARIOT Nicolas, « Qu'est-ce qu'un enthousiasme civique ? Sur l'historiographie des fêtes politiques en France après 1789 », *Annales HSS*, 2008, n° 1, p. 113-139 ; DALISSON Rémi, *Célébrer la nation. Les fêtes nationales en France de 1789 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009.
29. AGULHON Maurice, « La "statuomanie" et l'histoire », in AGULHON Maurice, *Histoire vagabonde I. Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, Paris, Gallimard, 1988, p. 137-185. POIRRIER Philippe, VADELORGE Loïc, « La statuaire provinciale sous la Troisième République. Une étude comparée : Rouen et Dijon », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1995, t. 42-2, p. 240-269.

Le comté de Nice a connu jusqu'en 1860 une histoire caractéristique des régions frontières³⁰. D'abord provençale, la ville et les territoires de son arrière-pays passent à la couronne de Savoie en 1388, à la suite de la Guerre de l'Union d'Aix. L'apparition du terme « comté de Nice », en 1526, qui remplace l'appellation de « terres neuves de Provence » utilisée par les souverains savoyards, montre l'affirmation du territoire comme entité distincte. Les élites locales commencent à s'intégrer à l'État savoyard, dont la dimension italienne s'affirme peu à peu : au XVI^e siècle, la capitale est fixée à Turin et, en 1713, la paix d'Utrecht apporte à Victor-Amédée le titre de roi de Sicile, échangé avec la Sardaigne en 1718. S'il est difficile de dire dans quelle mesure la population niçoise s'italianise, les élites juridiques font leurs études à Turin tandis qu'une partie des négociants préfèrent envoyer leurs enfants en France. L'émergence de la figure de Catherine Ségurane, lavandière légendaire qui aurait repoussé les Turcs et les Français lors du siège de 1543, montre l'affirmation de l'identité communale, à l'image de nombreuses autres cités au XVI^e siècle. La fidélité de la ville à la Maison de Savoie lui vaut la devise de « Nicæa fidelissima³¹ ». Annexé par Louis XIV en 1691-1696 puis en 1705-1713³², le comté de Nice est ensuite envahi en 1792 et rattaché à la République française en 1793. La ville devient alors le chef-lieu d'un premier département des Alpes-Maritimes, jusqu'en 1814. Cette annexion provoque des résultats contrastés et, si une partie de la population approuve ou accepte l'appartenance à la France, notamment sous le Consulat et l'Empire, des résistances violentes apparaissent dans l'arrière-pays. En 1814, la majorité de la population semble accepter, voire approuver, le retour du comté de Nice au royaume de Piémont-Sardaigne, mais la Révolution et l'Empire ont laissé des traces : dès 1848, un parti séparatiste, appuyé sur un journal francophone, réclame l'annexion à la France et se montre actif lors de troubles qui, en 1851, secouent la ville à cause d'un projet de suppression des franchises du port. Les événements de 1848 et les premières élections législatives, au suffrage censitaire, montrent un électorat majoritairement libéral et modéré, bien que davantage conservateur dans l'arrière-pays³³. On peut légitimement penser qu'un processus de politisation comparable à celui observé en Savoie se déroule au cours de cette période³⁴.

Le comté de Nice au XIX^e siècle est souvent présenté comme une terre de contrastes, entre un arrière-pays montagneux et rural, plutôt pauvre, au nord, et une étroite frange littorale, dynamique, au sud. Les agriculteurs sont essentiellement de petits propriétaires, ce qui n'empêche pas la domination des notables, notamment dans l'arrière-pays³⁵. Les activités liées à l'accueil des hivernants se développent et entraînent un essor des professions qui lui sont liées : commerce, domesticité, ouvriers du bâtiment.

30. RUGGIERO Alain (dir.), *Nouvelle histoire de Nice*, Toulouse, Privat, 2006, 383 p.

31. *Ibid.*, p. 103.

32. CHAUMET Pierre-Olivier, *Louis XIV « comte de Nice ». Étude politique et institutionnelle d'une annexion inaboutie, (1691-1713)*, Nice, Serre, 2006.

33. VERNIER Olivier, « Nice et la représentation parlementaire de son comté à Turin, 1848-1860 », *Recherches Régionales. Alpes-Maritimes et contrées limitrophes*, 1990, n° 2, p. 73-80, ici p. 75 ; BARELLI Hervé, « Les premières élections législatives dans la province de Nice, 1848-1850 », *Nice historique*, 1997, n° 1, p. 15-31.

34. MILBACH Sylvain, *Entre Piémont et France : la Savoie dérotée, 1848-1858*, Chambéry, Université de Savoie, 2008 ; MILBACH Sylvain, *L'éveil politique de la Savoie, Conflits ordinaires et rivalités nouvelles (1848-1853)*, Rennes, PUR, 2008.

35. GILI Éric, *Dans l'ordre des choses... Saint-Martin-Vésubie au temps des notables (XVII^e-XIX^e siècles)*, Saint-Martin-Vésubie, éditions de l'Amont, 2011, p. 486.

Dans l'industrie, le nombre de salariés et d'établissements augmente fortement au cours de la période, mais la nature des activités évolue : la production textile et l'industrie alimentaire déclinent au profit du bâtiment. En 1887, Nice compte 11 508 ouvriers³⁶. La plupart des établissements industriels sont cependant de petite taille, ce qui explique en partie la faiblesse du syndicalisme.

Faute d'études, les caractéristiques sociales des élites demeurent mal connues. À Nice, les commerçants, les négociants, les hommes de loi et les propriétaires fonciers occupent une position dominante³⁷. Après l'annexion, ils sont rejoints par des médecins et des architectes³⁸. L'assistance et la bienfaisance notabiliaires sont très développées et on peut penser qu'elles jouent, comme l'a montré Christian Estève pour le Cantal, un rôle important pour les notables, y compris sur le plan politique à travers la pratique du clientélisme³⁹.

La seconde moitié du XIX^e siècle constitue une période de profondes mutations démographiques pour la région niçoise. Le département des Alpes-Maritimes passe de 195 000 habitants en 1861 à 226 621 en 1881. La population urbaine progresse, quant à elle, de 93 600 à 130 195 habitants. Cette croissance bénéficie surtout aux villes du littoral comme Menton et Nice, dont la population augmente rapidement, tandis que les zones rurales voient leur population stagner. Entre 1861 et 1881, Nice passe de 48 273 à 66 279 habitants, Menton de 4 904 à 11 000 habitants tandis que la population de Puget-Théniens, dans l'arrière-pays, augmente peu, de 1 304 à 1 426 habitants⁴⁰. Cet essor démographique entraîne une évolution de la proportion entre autochtones et allogènes. Parmi la population de nationalité française, la proportion de non-natifs du département passe ainsi de 4,5 % en 1866 à 14,2 % en 1891⁴¹. À Nice, dès 1881, moins de 50 % des habitants de la ville sont originaires de l'ancien comté et moins de 40 % sont nés à Nice même. Les natifs d'autres départements représentent 13 % de la population et les étrangers, surtout des Italiens, 37 %. La majorité de la population niçoise autochtone et italienne habite la rive gauche du Paillon, plus populaire, tandis que les « nouveaux habitants » se logent de préférence sur la rive droite, plus aisée.

La ville connaît un essor urbain rapide, qui aboutit à la constitution de quartiers fortement différenciés⁴². Ainsi, dans les années 1870, Nice est divisée en trois « villes juxtaposées » : le quartier du Port, à l'est, comprenant la rue Cassini, la place Garibaldi et les rues situées entre le Lazaret et Saint-Roch, vivant du commerce des vins, des

36. LAURENT Louis-Jean, « Mutation économique et développement urbain dans les Alpes-Maritimes de 1860 à 1914 », in *Villes du Littoral*, n° spécial des *Annales de la Faculté des lettres et sciences humaines de Nice*, n° 25, Paris, Les Belles Lettres, 1975, p. 66.

37. RUGGIERO Alain, « La bourgeoisie niçoise au milieu du XIX^e siècle. Essai de caractérisation », *Cahiers de la Méditerranée*, 1993, n° 46-47, p. 85-95.

38. BASSO Jacques, *Les élections législatives dans le département des Alpes-Maritimes de 1860 à 1939*, Paris, LGDJ, 1968, p. 20.

39. VERNIER Olivier, *D'espoir et d'espérance. L'assistance privée dans les Alpes-Maritimes au XIX^e siècle (1814-1914). Bienfaisance et entraide sociale*, Nice, Serre, 1993, 542 p.; ESTÈVE Christian, *À l'ombre du pouvoir. Le Cantal du milieu du XIX^e siècle à 1914*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2002, p. 559.

40. LAURENT Louis-Jean, « Mutation économique et développement urbain dans les Alpes-Maritimes de 1860 à 1914 », *op. cit.*, p. 54.

41. RUGGIERO Alain, « L'évolution des populations autochtones et allogènes dans le comté de Nice à l'époque contemporaine », *Cahiers de la Méditerranée*, 1991, n° 43, p. 119-130, ici p. 124.

42. THUIN-CHAUDRON Véronique, *Nice, de la colline du Château aux châteaux des collines. Architecture, construction, urbanisation de 1860 à 1914*, Nice, Serre, 2009, p. 560.

huiles et des « denrées coloniales » ; la « partie moyenne », au centre, entre la rue du Collet et la rue Saint-François-de-Paule, vivant du commerce et de la fabrication de détail ; enfin les nouveaux quartiers d'au-delà du Paillon, à l'ouest, depuis Carabacel jusqu'au vallon de Magnan, quartier dominé par les villas, les hôtels et les industries du luxe⁴³.

Une culture locale, véhiculée notamment par la langue, le théâtre⁴⁴ et la presse dialectale, commence à s'affirmer à partir des années 1820-1830. *La Nemaïda*, long poème héroï-comique en dialecte niçois de 2740 alexandrins est publié en 1823 par Joseph-Rosalinde Rancher⁴⁵. Tout au long du XIX^e siècle, l'historiographie locale développe l'idée que Nice aurait été une « république indépendante » au Moyen Âge⁴⁶. La cité se caractérise enfin par son multilinguisme. En 1857, selon Paul Gonnet, 75,31 % des habitants de Nice utilisent principalement comme langue le niçois, 12,53 % l'italien, 8,95 % le français et 3,21 % une autre langue européenne⁴⁷. C'est un espace au passé et aux héritages complexes qui, en 1860, est annexé à la France pour former, avec l'arrondissement de Grasse, détaché du département du Var, un second département des Alpes-Maritimes.

Nous nous sommes intéressé ici aux campagnes et aux pratiques électorales lors des différentes scrutins (législatifs et sénatoriaux, mais aussi municipaux et cantonaux), aux discours des candidats et des différents acteurs politiques, à la position et aux représentations des différents journaux, aux partis, aux fêtes, aux violences et aux divers événements et micro-événements politiques pour essayer de comprendre les manières d'agir des acteurs, malgré l'impossibilité de savoir « ce que pensaient vraiment les Français⁴⁸ ». Suivant un plan diachronique, nous nous sommes efforcés de restituer la chaîne et l'emboîtement des événements, d'analyser les discours et les stratégies discursives des acteurs sociaux, les représentations que ces discours forgent et véhiculent à la fois, pour appréhender au mieux le double processus d'intégration du comté de Nice à l'État-nation français et de politisation de la population annexée selon les normes françaises. Nous avons par ailleurs choisi de amplement citer les sources, à la fois pour rendre leur paroles aux acteurs mais aussi pour souligner qu'il s'agit là de discours, dont le rapport à la réalité dépend de catégories construites. Nous nous sommes efforcés enfin de critiquer, de mettre à distance, voire de déconstruire quand cela était possible, les catégories employées par les acteurs, de les « dénaturiser » afin d'en saisir l'historicité et les usages⁴⁹.

Pour mener à bien cette recherche, nous avons utilisé comme sources les rapports administratifs conservés aux Archives Nationales, aux Archives départementales des Alpes-Maritimes, aux Archives de la Préfecture de police et aux Archives départemen-

43. *Le Phare du Littoral*, 5 février 1873.

44. GASIGLIA Rémy, *Le théâtre niçois aux XIX^e et XX^e siècles. Étude historique, dramaturgique et thématique d'un phénomène culturel de langue d'oc*, Nice, éditions Lou Sourgentin, 2003, 427 p.

45. GASIGLIA Rémy, « Rancher (Rosalinde-Joseph, dit Joseph-Rosalinde) », in SCHOR Ralph (dir.), *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Nice, Serre, 2002, p. 309-310.

46. DURANTE Louis, *Histoire de Nice, depuis sa fondation jusqu'à l'année 1792*, Turin, Impr. de J. Favale, 1823-1824, 3 volumes. Cf. également FERNEL Joseph-Napoléon, *Histoire de Nice depuis vingt et un siècles*, Paris, Jung-Treuttel, 1862, 338 p.

47. GONNET Paul, « Particularisme et patronage politique dans le comté de Nice depuis 1870 », *op. cit.*, p. 278.

48. GAÏTI Brigitte, « L'opinion publique dans l'histoire politique : impasses et bifurcations », *Le Mouvement Social*, 2007/4, n° 221, p. 96.

49. OFFENSTADT Nicolas, « Socio-histoire », in DELACROIX Christian, DOSSE François, GARCIA Patrick, OFFENSTADT Nicolas (dir.), *Historiographies, I. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, p. 619, 622.

tales des Bouches-du-Rhône. Presque tous les rapports relatifs aux élections municipales ont cependant disparu des Archives départementales des Alpes-Maritimes. De par leur nature, les rapports préfectoraux doivent être pris avec précaution : les conditions concrètes de leur fabrication en font une source pertinente pour l'histoire des représentations, mais relativement inadéquate pour l'étude de la politisation⁵⁰. L'image négative que certains agents de l'administration ont des Méridionaux et des Italiens doit être, ainsi, gardée à l'esprit. La presse départementale est abondante mais certains titres, parfois influents, n'ont pas été conservés ou l'ont été de façon lacunaire, et l'on sait que le but des journaux est, au XIX^e siècle, autant de convaincre que d'informer. Les informations délivrées sont souvent elliptiques et il arrive que les journaux publiés à Nice n'évoquent pas des événements qui ont eu lieu à Menton ou dans l'arrière-pays. Les catégories employées par les rédacteurs (« niçois » et « séparatistes », notamment) doivent être prises avec précaution, si ce n'est déconstruites. Elles permettent, là aussi, d'étudier les représentations. Les ouvrages, témoignages, pamphlets ou récits historiques écrits au cours de notre période ou peu de temps après constituent notre troisième type de source et ont fait l'objet de la même approche critique, en tenant compte, autant que faire se pouvait, de la position sociale et politique des auteurs (journaliste républicain « d'outre-Var », érudit notable local conservateur, etc.).

Les travaux d'Alain Corbin⁵¹, de Maurice Agulhon⁵² et de Raymond Huard⁵³ nous ont convaincu de la pertinence d'une histoire sensible aux micro-événements, aux détails permettant de comprendre comment les acteurs sociaux perçoivent leur environnement, puis agissent et s'adaptent en fonction des informations dont ils disposent et des marges d'action qui sont les leurs.

Si la pertinence de l'échelle communale ou départementale pour l'étude de la politique a fait ses preuves, plusieurs chercheurs ont cependant souligné, à raison, les risques de dérive localiste de cette démarche, notamment la tendance à « s'attacher aux détails insignifiants, mettre en avant les élites, remonter à des origines plus ou moins mythiques, imposer une définition arbitraire et non historique du territoire, [et] présupposer l'homogénéité de la population concernée⁵⁴ ». Nous nous sommes efforcés d'éviter ces travers, comme de « transformer la commune étudiée en une sorte de personnalité collective, affublée de caractères et d'intentions uniques⁵⁵ ». Les risques de récupération mémorielle, politique ou identitaire, ont été également soulignés⁵⁶ et il faut rappeler que les identités locales, départementales ou régionales, sont des constructions sociales complexes, qui doivent être étudiées

50. KARILA-COHEN Pierre, « Les préfets ne sont pas des collègues. Retour sur une enquête », *Genèses*, 79, 2010, p. 116-134, ici p. 122-123.

51. CORBIN Alain, *Archaïsme et modernité en Limousin au XIX^e siècle, 1845-1880*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1998 ; CORBIN Alain, *Le village des « cannibales »*, Paris, Aubier, 1990 ; CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*, Paris, Flammarion, 1998.

52. AGULHON Maurice, *La République au village. Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République*, Paris, Seuil, 1979.

53. HUARD Raymond, *Le mouvement républicain en Bas-Languedoc, 1848-1881. La préhistoire des partis*, Paris, Presses de la fondation Nationale des Sciences Politiques, 1982.

54. GUIBERT Joël, JUMEL Guy, *La socio-histoire*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 118.

55. *Ibid.*, p. 119-120.

56. VADELORGE Loïc, « Les affres de l'histoire locale, 1970-2000 », in CRIVELLO Maryline, GARCIA Patrick, OFFENSTADT Nicolas (dir.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006, p. 37-47.

comme telles⁵⁷. La nécessité de « désacraliser le local », comme de l'étudier dans son interaction avec l'échelle nationale, voire internationale, pour en faire un objet d'étude pertinent scientifiquement a été rappelé⁵⁸. On sait enfin qu'il convient de se méfier des « groupuscules peu représentatifs » et que la revendication régionaliste « ne peut se comprendre que si on connaît les forces sociales qui la prennent en charge⁵⁹ ». La définition du « local » est un enjeu important pour les candidats, qui vont « construire symboliquement le territoire dans lequel les ressources qu'ils possèdent prendront leur validité », pour ensuite « tenter d'imposer leur vision, la seule légitime, de l'identité, de l'espace et des intérêts locaux⁶⁰ ».

Notre étude cherchera à répondre à une triple interrogation. Il s'agira tout d'abord de se poser la question de l'impérialisation puis de la républicanisation du comté de Nice. Ce processus s'inscrit en effet dans un cadre original. Le comté, hormis l'expérience vécue lors de l'annexion de 1792-1814, ne connaît pas la République et n'a pratiqué que le suffrage censitaire. En dépit de l'aura qui entoure la figure de Garibaldi, il n'existe pas de tradition républicaine dans l'ancien comté de Nice. En revanche, il a connu le Premier Empire et la figure de Masséna permet de créer un lien symbolique fort entre le comté et le régime de Napoléon III. Dans ce contexte, comment le modèle bonapartiste, puis le modèle républicain, parviennent-ils à s'implanter dans le comté? Quel rôle les élections, les partis, le passé local et la « petite patrie » jouent-ils dans l'implantation de ces régimes? Dans quelle mesure ces modèles doivent-ils et parviennent-ils à s'adapter aux *realia* locales?

Il s'agira ensuite de s'interroger sur la question du particularisme niçois, entendu comme la tendance de certains acteurs politiques locaux à revendiquer le respect, par l'État et ses agents, des libertés et des spécificités locales. Ce discours pose en effet le problème de la possibilité de l'affirmation d'une identité municipale ou régionale particulière dans la France du Second Empire et de la Troisième République. Il renvoie à la question de la construction de la citoyenneté à l'échelle locale, municipale ou régionale, et de son articulation à un système politique fortement centralisé. Comment le particularisme apparaît-il et se structure-t-il? Quel est son contenu et ses tendances? Comment les autorités françaises ont-elles réagi face à lui? Quelles sont les causes de sa persistance? La petite patrie empêche-telle d'appartenir à la grande, ou est-elle *a contrario* une voie de francisation? Comment la définition de cette petite patrie évolue-t-elle, à son tour, au fur et à mesure de son intégration et selon les évolutions nationales, voire internationales? Quelle fût, *in fine*, l'importance et le rôle politique des mouvements particularistes niçois?

Enfin, il s'agira de se pencher sur la question de la politisation et de la francisation de l'ancien comté de Nice, au moment de la nationalisation des masses et de la construction de l'État-Nation, en France comme en Italie. Ce double processus pose en effet le problème de la nationalité de Nice et de l'ancien comté, au moment où se

57. VADELORGE Loïc, « Les affres de l'histoire locale, 1970-2000 », *op. cit.* ; BROMBERGER Christian, MEYER Mireille, « Cultures régionales en débat », *Ethnologie française*, 2003, n° 3, p. 357-361. Cf. également THIESSE Anne-Marie, *Écrire la France*, *op. cit.*

58. HAYWARD Jack, « Désacraliser le local ou comment faire du général avec du particulier », in MABILEAU Albert (dir.), *A la recherche du « local »*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 223-232, ici p. 227.

59. CHARLE Christophe, « Région et conscience régionale en France. Questions à propos d'un colloque », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, n° 35, p. 37-43.

60. DORANDEU Renaud, « Éléments pour une étude des élites et des organisations politiques. L'Hérault à la fin du Second Empire », *Polixix*, vol. 2, n° 6, 1989, p. 74.

construit une définition historique et linguistique de la nation, de part et d'autre des Alpes. L'un des fils directeurs de la période 1860-1879 réside, justement en raison de cette question de la nationalité ambiguë de Nice, dans la présence de partis ou d'hommes politiques qualifiés d'« italianissimes » ou de « séparatistes », adjectifs omniprésents dans les sources. Le comté de Nice, région frontalière et périphérique de l'espace français, est un observatoire privilégié de la construction du sentiment national. Comment la politisation et la francisation du comté se déroulent-elles, à un moment où les identités nationales deviennent exclusives ? Comment le passé italien de cet espace est-il géré par les autorités ? Comment la nation française se construit-elle si près de la frontière et comment les habitants du comté parviennent-ils à s'intégrer à cette communauté qui demeure, par certains aspects, rétive au maintien de tout particularisme culturel⁶¹ ?

Le premier chapitre, consacré à l'annexion de 1860, permettra d'analyser l'intégration au Second Empire libéral, avant que ne débute l'essor des contestations (chapitre III). La chute de l'Empire et la proclamation de la République (chapitre IV) voient apparaître nombre de problématiques qui structurent la vie politique niçoise sous la présidence de Thiers (chapitre V) puis lors de l'Ordre moral (chapitre VI), avant que n'advienne la victoire de la République (chapitre VII). Le plan que nous avons suivi pourra sembler trop chronologique, mais il n'a pas été choisi par défaut. Le découpage des chapitres suit en effet les grandes scissions de l'histoire politique nationale dans le but de voir comment les acteurs s'adaptent aux nouveaux contextes successifs. Au cours d'une période d'importantes mutations et de transformations politiques constantes, les acteurs changent rapidement de parti ou de discours. Des personnages alliés lors d'un scrutin législatif peuvent ainsi se trouver en opposition à l'occasion des élections législatives suivantes parce qu'une élection municipale ou cantonale, entretemps, a bouleversé les équilibres ou changé la donne, ou parce qu'un événement national a modifié les enjeux. Dès lors, comprendre ces recompositions et leurs logiques rendait nécessaire d'adopter une approche essentiellement diachronique, la plus appropriée, à notre sens, pour analyser la construction progressive des discours identitaires, les stratégies politiques des divers acteurs et partis, comme les différentes étapes du processus d'intégration.

61. BIRNBAUM Pierre, *La République et le cochon*, Paris, Seuil, 2013, p. 15.